

gouvernements au Canada s'intéressaient de préférence aux pauvres. En somme, nous devrions songer à l'utilisation des ressources naturelles mondiales et au labeur de l'homme pour produire les choses dont la population a besoin au lieu de produire uniquement pour procurer des bénéfices à quelques-uns.

[Français]

**M. le vice-président:** Questions ou commentaires. L'honorable député de Lévis (M. Fontaine) a la parole.

**M. Fontaine:** Monsieur le Président, lorsque j'écoute le député de Spadina (M. Heap), je n'ai pas de difficulté à comprendre pourquoi le journal *The Globe and Mail* du 30 décembre 1985 publiait: Bob White pressenti pour être le chef du Nouveau parti démocratique. C'est parce qu'il ne semble pas y avoir tellement de qualités parmi les membres actuels, qu'ils sont obligés de chercher à l'extérieur. J'ai de la difficulté à comprendre que le député s'élève contre ce projet de loi alors que le parti socialiste, ce sont des dépensiers. Il devrait se lever pour augmenter les emprunts parce que cela a toujours été leur politique de dépenser plus pour avoir moins. Je me demande où se trouve la philosophie du parti socialiste dans leurs interventions.

Aujourd'hui, ils s'opposent à l'emprunt et au financement de nos programmes et «hier ou demain» ils vont demander au gouvernement non pas de permettre à l'entreprise privée de créer 560,000 emplois, ils vont demander au gouvernement, dans ses listes de paie, d'ajouter de l'emploi, et pourtant ils ne veulent pas que l'on prenne de l'argent pour ajouter cet emploi-là. «Demain ou hier», ils vont demander au gouvernement plus de programmes pour les gens qui sont dans le besoin, plus de pensions, plus d'assistance sociale. Et pourtant, ils ne veulent pas qu'on emprunte. On n'a pas les moyens. Demain ils vont demander au gouvernement de garder les fonctionnaires en bonne quantité. Lorsqu'on aura un plan de recyclage ou un plan de ménage au sein de la Fonction publique, ils vont s'élever contre et vont dire qu'on perd 5,000 emplois, qu'on perd 15,000 emplois. Et pourtant, aujourd'hui, ils ne veulent pas qu'on ait de l'argent pour financer nos programmes. Où se trouve leur philosophie à ce moment-là? Est-ce qu'ils ont quelque chose de consistant? Ils vont se tourner vers nos entreprises lorsqu'on va légiférer. Ils vont demander qu'on impose plus de contrainte aux entreprises, qu'on augmente le prix de revient de nos produits, qu'on baisse les profits des entreprises, donc qu'on baisse l'impôt. Et ils ne veulent pas qu'on emprunte et ils veulent baisser l'impôt. Où se trouver leur constance, monsieur le Président?

Ils vont nous demander de grossir l'appareil étatique. Cela va devenir formidable. Tout le monde va travailler pour le gouvernement. Où va-t-on prendre l'argent? Et ils vont encore s'opposer aux emprunts. Où se situe leur logique dans cela?

Monsieur le Président, lorsqu'on aura des programmes, des cas précis de problèmes dans nos entreprises et dans nos industries, ils vont se lever et dire au gouvernement: Subventionnez l'entreprise dans l'automobile, dans les chantiers maritimes, dans le textile, chez nos fermiers. Alors ils vont dire: Payons encore mieux. Où est-ce qu'ils prennent l'argent les gens du parti socialiste? Ils ne veulent pas qu'on emprunte et ils s'organisent pour que les entreprises ne paient pas d'impôt. Monsieur le Président, tout ce qu'ils veulent c'est que l'entreprise paie plus cher. Lorsqu'il s'agit de légiférer, ils vont dire que l'entreprise doit payer encore plus ses employés. De cette façon-là

### Pouvoir d'emprunt—Loi

l'entreprise sera moins motivée, aura moins de profits, paiera moins d'impôt. Où est-ce qu'on va prendre notre argent?

Où est votre logique, messieurs du parti socialiste? Vous êtes des gens qui favorisez une expansion incontrôlée des programmes et vous voulez que nos entreprises meurent. Avez-vous pensé à un moment donné qu'on a besoin d'argent pour financer les programmes nécessaires de l'État? Alors je voudrais que vous expliquiez une fois pour toutes où se situe votre philosophie si vous en avez une. Si vous n'en avez pas, organisez-vous pour disparaître de la «map». C'est le bonheur que je vous souhaite.

**M. Heap:** Monsieur le Président, je veux remercier l'honorable député de Lévis (M. Fontaine) de sa question.

● (1550)

[Traduction]

J'aurais aimé voir le député ici quand j'ai commencé mes remarques. Il l'était peut-être, mais s'occupait d'autre chose. Il n'a apparemment pas entendu mon propos initial, soit que je m'oppose à ce projet de loi à cause de la politique du gouvernement en matière de dépenses tout comme je m'opposais à celles de son prédécesseur, le gouvernement de feu John Diefenbaker, et des gouvernements qui l'ont précédé. Je m'oppose à une politique de dépenses destinées principalement à satisfaire les caprices et la cupidité des riches au lieu de répondre aux besoins de la population.

Je suis en faveur des dépenses faites pour répondre aux besoins de la population. Je suis catégorique là-dessus. J'aimerais bien m'entretenir avec le député au sujet des besoins de la population. Des centaines de milliers ou des millions de Canadiens manquent du strict nécessaire, notamment de nourriture, de vêtements et d'un logement où ils ne gèleront pas l'hiver. Nous avons besoin d'un programme qui nous permettra de déterminer ce dont les Canadiens ont besoin, comment répondre à ces besoins et répartir la tâche entre nous. Je serais très heureux d'en discuter avec le député de Lévis (M. Fontaine) quand il le voudra.

Je me suis prononcé contre une politique qui ne tient pas compte des besoins de l'homme. Nous disons au contraire qu'en donnant de l'argent aux riches, un jour viendra où les riches, comme ce grand bavard là-bas dans l'allée, qui m'interrompt, en laisseront glisser quelques sous aux pauvres. Dommage que ce que je viens de dire soit passé par-dessus la tête du député.

**M. Hnatyshyn:** Appelez-moi donc «Monsieur le Grand Bavard».

**M. MacDougall:** Monsieur le Président, est-ce que le député pourrait dire à la Chambre si, lors de la prochaine campagne électorale, le Nouveau parti démocratique va avoir pour politique de réduire les salaires des travailleurs d'un bout à l'autre du pays? Le député pense-t-il que les travailleurs canadiens doivent subir une baisse de leurs salaires plutôt qu'une hausse? Est-ce là la nouvelle politique du NPD?

**M. Heap:** Monsieur le Président, ce n'est pas le Nouveau parti démocratique qui va demander une réduction des salaires. Nous allons demander, comme nous l'avons déjà fait, une certaine réglementation des prix. Il y a quelques sociétés comme le Téléphone Bell qui ont à peu près toute latitude pour augmenter leurs prix, sans concurrence ni négociation. Il peut